

CHARTRE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

Maître d'ouvrage : **SCCV SEGNY VILLAGE**

Nom du Programme : **SEGN Y VILLAGE**

Adresse : **RUE DES PLANTAGES SEGNY 01170**

Maîtrise d'œuvre				
Titre	Nom	Adresse	Téléphone	Courriel
Architecte				
Maître d'œuvre d'exécution				
Coordonnateur SPS				
BET Fluides				
Economiste				
BET VRD				

Les Entreprises					
N° du lot	Lot	Entreprise	Adresse	Téléphone	Courriel
00	Démolition				
01	Terrassements				
02	VRD				
03	Courants forts extérieurs				
04	Enrobés et bordures				
	Fondations spéciales				
05	Espaces Verts				
07	Gros œuvre				
08	Peintures extérieures				
9	Charpente Couv				
10	Zinguerie				
11	Etanchéité				
12	Menuiseries ext.				
14	Menuiseries Intérieures				
16	Cloisons doublage				
17	Carrelages Faïence				

18	Parquets				
19	Serrurerie				
20	Portes Garages				
21	Peinture				
22	Ascenseurs				
23	Isolation projetée				
24	Electricité - CF				
25	Courants Faibles				
26	Plomberie sanitaire				
27	Chauffage ind				
28	VMC				
33	Nettoyage				

SOMMAIRE

I - Objet de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances

II - Respect de la réglementation

III - Les champs d'application de la Charte

IV - La mise en œuvre de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances

- 4.1. Le représentant environnemental du Maître d'ouvrage
- 4.2. La Maîtrise d'œuvre
- 4.3. Le Coordonnateur sécurité (SPS)
- 4.4. Les correspondants environnementaux des entreprises
- 4.5. Le responsable du respect de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances

V - L'information des riverains du site

VI - La formation des personnels de chantier

VII - L'application concrète

- 7.1. Les déchets
- 7.2. Les produits dangereux
- 7.3. Les nuisances sonores
- 7.4. Les rejets dans l'air
- 7.5. Les rejets dans l'eau, le sol et le sous-sol
- 7.6. Les nuisances visuelles
- 7.7. Maîtrise des ressources en eau et en énergie
- 7.8. Voies de circulation, stationnement, parking et livraison
- 7.9. Protection des espaces naturels

VIII - Pénalités

IX - Bilan Technique de fin de chantier

X - Signatures des parties

I - OBJET DE LA CHARTE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

La SCI **nom opération** a instauré une Charte de Chantier à Faibles Nuisances dont les principaux objectifs sont :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge
- Gérer une meilleure collecte des déchets
- Gérer un meilleur tri pour faciliter le recyclage
- Economiser les consommations de matériaux et d'énergie.

LA SIGNATURE DE CETTE CHARTE, ANNEXÉE AU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES EST UN PRÉALABLE OBLIGATOIRE AU DÉMARRAGE DES TRAVAUX.

II - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (y compris sous-traitants, intérimaires...) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur, notamment le code du travail, le code de la santé publique et le code de l'environnement.

III - LES CHAMPS D'APPLICATION DE LA CHARTE

Les nuisances potentielles inhérentes à la réalisation de l'opération de construction doivent être minimisées tant pour les riverains et le personnel de chantier, que pour l'environnement naturel lui-même. Un soin particulier sera apporté à l'organisation et à la gestion des chantiers.

Devront ainsi être traités, les différentes sources de nuisances et points sensibles suivants :

- Les déchets, les produits recyclés et recyclables
- Les produits dangereux
- Les nuisances sonores
- Les rejets dans l'air
- Les rejets dans l'eau, le sol et le sous-sol
- Les pollutions visuelles
- Maîtrise des ressources en eau et en énergie
- Voies de circulation, stationnement, parking et livraison
- Protection des espaces naturels
- L'information des riverains (cf. Chapitre V).

IV - LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

4.1. Le représentant environnemental du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage sera représenté par son responsable de programmes qui aura notamment pour missions :

- D'informer les riverains du site de construction (Cf. Chapitre V)
- D'organiser la réunion préalable de sensibilisation et de préparation du chantier (Cf. chapitre VI).
- De relayer les informations environnementales du chantier auprès des correspondants environnementaux des différentes entreprises.
- D'établir en fin de chantier un bilan récapitulatif (Cf. Chapitre IX)

4.2. La Maîtrise d'œuvre d'exécution

Le Maître d'œuvre d'exécution aura notamment pour missions :

- D'obtenir du lot gros œuvre et valider le plan général d'installation.
- De communiquer la note synthétique d'information auprès des correspondants environnementaux des entreprises à charge pour ces derniers de la diffuser auprès de leurs personnels (**annexe n°1**)
- De faire et d'installer le panneau d'information du personnel de chantier (**annexe n° 3**).
- De faire et d'installer les panneaux de circulation routière à l'intérieur du chantier.
- D'appliquer les pénalités prévues au Cahier des Clauses Spéciales en cas de défaillances de la part d'entreprises

Spécificités des marchés de démolition : le Maître d'œuvre d'exécution en charge de la Démolition établira un programme spécifique comprenant :

- • Le planning prévisionnel de la démolition avec les différentes phases ou jalons ;
- • Une description des moyens à mettre en œuvre évitant les mélanges des déchets afin de faciliter le tri ;
- • Les moyens pour cantonner la poussière et réduire les nuisances (arrosage par exemple) ;
- • Les procédures pour réduire les bruits (choix des engins, outils et méthodes, sélection des périodes d'émission, protections, fréquence)
- • Les méthodes de tri des déchets (zones de stockage, méthodes de tri, solutions de récupération) et les procédures de traitement et d'élimination des déchets définies par les autorités locales
- • Le flux d'enlèvement des déchets (nombre de camions par jour, avec bâchage obligatoire et nettoyage des roues en sortie de chantier).

Le maître d'œuvre établissant le cahier des charges peut se prévaloir d'une qualification OPQIBI 1208.

4.3. Le Coordonnateur (SPS)

Le Coordonnateur sécurité devra :

- Valider le plan général d'installation.
- Veiller au respect des règles générales de sécurité.

4.4. Les correspondants environnementaux des entreprises intervenant sur le chantier

Chaque entreprise devra désigner un correspondant environnemental pour la représenter sur le chantier, qui sera l'interlocuteur du Maître d'ouvrage et du Maître d'Œuvre d'exécution.

En présence de travaux de démolition, un lot « Démolition » est constitué et permet de distinguer la particularité de ces travaux ainsi que les dispositions spécifiques à mettre en œuvre vis-à-vis du traitement des déchets de démolition.

Le maître d'œuvre établissant le cahier des charges peut se prévaloir d'une qualification OPQIBI 1208.

Les travaux préalables à toute démolition (désamiantage réglementaire de l'ensemble du bâtiment, enlèvement du plomb et destruction des bois contenant des insectes xylophages conformément à l'arrêté municipal en vigueur) sont réputés être pris en compte par l'entreprise en charge du lot Démolition – Désamiantage, sous la direction du Maître d'œuvre d'exécution dans le cadre des obligations réglementaires.

Le Maître d'œuvre privilégie une méthode de déconstruction sélective.

Le DCE ou le cahier des charges intègre les prestations de neutralisation et de repérage des évacuations existantes (égouts), de l'isolement en énergie et fluides du bâtiment avant sa démolition.

Les entreprises des lots démolition – désamiantage présentent des références en matière de démolition (déconstruction sélective si exigée) et des compétences avérées en traitement des déchets. Les entreprises décrivent, en annexe de leur offre, leur méthodologie en matière de démolition. Les entreprises de démolition peuvent se prévaloir d'une qualification QUALIBAT 1111, 1112, 1113 ou équivalent suivant le type de projet.

4.5. Le Responsable du Respect de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances

Le Responsable du Respect de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances sera le Responsable de Programmes de Priams.

Il est le garant du respect des prescriptions contenues dans la présente Charte.

Ses fonctions prennent effet dès l'élaboration du DCE. Il sera présent dès la préparation du chantier.

Il aura notamment pour missions :

- De contrôler le respect des engagements contenus dans la Charte tels que :
 - Propreté du chantier
 - Non dépassement des niveaux sonores
 - Contrôle de la qualité environnementale des matériaux et produits mis en œuvre
 - Exécution correcte du tri des déchets.
 - De centraliser les fiches de non-conformité. Ces fiches pourront être remplies par tout intervenant sur le chantier.

Pour l'exercice de ces missions, il dispose des moyens les plus larges pour faire respecter la présente Charte, notamment celui d'appliquer des pénalités (Cf. article 8).

V - L'INFORMATION DES RIVERAINS DU SITE

L'information des riverains du chantier est du ressort du Maître d'ouvrage.

L'information des riverains doit comporter les éléments suivants :

- L'architecture du bâtiment (parking, zones paysagées, hauteur du bâtiment, nature des façades, orientations, etc.) ;
- L'activité prévue dans le futur bâtiment (logements collectifs, maison individuelle, commerces, etc.) ;
- Le déroulement du chantier (les principales phases, le planning) et les précautions mises en œuvre pour limiter les impacts sur l'environnement, les moyens utilisés (grue, engins de terrassement, etc.), les principales nuisances et leur durée estimée (trafic, bruits, poussières, etc.).
- Un planning prévisionnel des opérations bruyantes à l'attention des riverains, document mis à jour en fonction des modifications ;
- Un point de contact direct avec le Maître d'ouvrage (adresse mail ou numéro de téléphone).

Le programme de démolition fait l'objet d'une information des autorités locales qui définissent le meilleur moyen d'information auprès des personnes concernées.

Le Maître d'ouvrage désigne la personne responsable de l'information des riverains et du traitement des réclamations de ces derniers.

Le Maître d'ouvrage a élaboré une démarche communication destinée entre autres à informer la population des gênes de voisinage potentielles liées au chantier.

Dans cet objectif, le Maître d'Ouvrage communiquera aux riverains une lettre d'information

D'autre part, le Maître d'Ouvrage installera en permanence sur le chantier un panneau d'information expliquant le projet, la démarche de chantier à faibles nuisances, et présentant les différents intervenants.

Seront également mentionnées sur ce panneau, les coordonnées du Maître d'ouvrage, afin que les personnes intéressées fassent part de leur(s) éventuelle(s) remarque(s).

VI - LA FORMATION DES PERSONNELS DE CHANTIER

Une réunion préalable de sensibilisation et de préparation du chantier sera organisée par la Maîtrise d'ouvrage avec tout le personnel travaillant sur le chantier.

La sensibilisation du personnel de chantier doit porter à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui comme par rapport aux risques encourus pour leur propre confort et santé.

Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90 dB et la valeur limite de 120 dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs.

Les intervenants sur le chantier exposés à des émissions sonores doivent être informés et formés conformément à l'article R.232-8-5 du Code du travail.

Le personnel de chantier doit être sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et prendre en compte les exigences du voisinage (écoles, crèches, hôpital, etc.).

La présente Charte devra être affichée sur le chantier par le Responsable de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances, dans un endroit visible par tous les personnels.

Il reviendra à chaque entreprise de distribuer auprès des personnels le document édité en annexes 1 et 2

VII - L'APPLICATION CONCRÈTE

7.1. Les déchets

7.1.1 Classification des déchets

Les déchets de bâtiment sont classés en 3 catégories :

- Les Déchets Inertes (**DI**) (béton, briques, tuiles...)
- Les Déchets Non Dangereux (**DND**) (verre, matières plastiques, bois sauf avec certains traitements....)
- Les Déchets Dangereux (**DD**) (tels que peintures, solvants, amiante...).

7.1.2 Quantification des déchets de chantier par catégorie

Il est indispensable de quantifier et de classer les déchets afin d'optimiser leur stockage, évacuation et élimination (en particulier pour favoriser le recyclage).

Chaque entreprise doit établir la liste estimative de déchets produits selon l'avancement du chantier, puis les quantités de déchets réellement produits selon l'avancement du chantier.

Lors du déroulement du chantier, et afin d'en conserver une parfaite traçabilité, les entreprises doivent fournir au Maître d'Ouvrage, les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets :

- (1) - Composition et devenir des déchets
- (2) - Tri et gestion des déchets de travaux.

Le Maître d'ouvrage s'est fixé comme objectif un taux de recyclage de **50 %** (en volume).

7.1.3 Modalités de la collecte

Les modalités de collecte des déchets seront précisées par le Maître d'ouvrage lors de la réunion préalable de sensibilisation et de préparation du chantier, afin d'assurer une bonne organisation du tri et du stockage des déchets sur le chantier.

Le plan général d'installation de chantier doit notamment comprendre les éléments suivants : aires de tri et aires de stockage des matériaux et des déchets, aires de circulation et de stationnement des véhicules chargés des livraisons et de l'évacuation des déchets, clôture de chantier, signalétique...

Une aire de stockage normale comprend 4 bennes et 2 fûts ainsi composés :

	Gros œuvre	Second œuvre
4 bennes	DND	DND
	Ferraille	Placoplatre
	Bois	Bois
	Cartons ou gravats	Cartons / films plastiques
2 fûts	Aérosols	Aérosols
	Emballages souillés	Emballages souillés

S'il n'y a pas de place suffisante, il peut n'y avoir qu'une seule benne sous la condition que le tri soit ultérieurement effectué.

7.1.4 Valorisation des déchets

Rechercher les meilleures filières locales de valorisation :

- (3) Identification des filières locales d'élimination et de valorisation des déchets existantes lors de l'analyse préalable du site,
- (4) Information sur la nature et le coût de l'élimination,
- (5) Choix de la filière la plus satisfaisante sur un plan environnemental et économique, mais privilégier autant que possible la valorisation à des solutions de type stockage ou incinération,
- (6) Effort de réemploi ou de recyclage, notamment pour les DI (concassage et réemploi en VRD), les emballages et certains DND (métal, verre et bois non traités).

7.1.5 Traçabilité des déchets : les 4 documents de suivi

- Pour les matières dangereuses, les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets se feront selon le modèle Cerfa n°12571*01.
- Pour les matières non dangereuses, le suivi sera matérialisé par les bons d'enlèvement. Il convient dans ce cadre de faire installer à l'entrée de chaque chantier une boîte aux lettres destinée à recevoir ces bons d'enlèvement.
- Un bilan mensuel de tonnage.
- Un bilan technique de fin de chantier.

7.1.6 Démolition préalable

En cas de destruction préalable, il revient au Maître d'ouvrage de faire réaliser un diagnostic déchets des ouvrages à démolir :

- Composition et devenir des déchets
- Tri et gestion des déchets de démolition
- Filières de recyclage.

7.1.7 Autres recommandations

L'abandon ou l'enfouissement des déchets sur le chantier est formellement interdit.

Il revient à chaque entreprise de réduire la production de déchets à la source :

- Livrer ou se faire livrer les éléments de construction à la bonne taille afin d'éviter au maximum les découpes sur le site qui sont génératrices de déchets,
- Eviter le gaspillage de matériaux livrés en vrac, au mètre linéaire ou au mètre carré,
- Préférer les modes d'approvisionnement minimisant les quantités d'emballage,
- Préférer les matériaux recyclés ou recyclables (pour les remblais, les coffrages, ...).

7.2. Les produits dangereux

Les entreprises devront avoir sur le chantier les Fiches de Données Sécurité (FDS) relatives à leur lot.

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Les entreprises doivent avoir à leur disposition sur le chantier, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot, dans le respect des réglementations en vigueur (REACH, etc.). En cas de risque de rejet de substances dangereuses, des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique sont prévues, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) sont stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). L'accès du local est restreint aux seules personnes concernées. Un ensemble de bacs de rétention (récipients adaptés,...) est mis à disposition pour recueillir les produits conservés, qui seront traités ensuite comme déchets dangereux.

7.3 Les nuisances sonores

Les méthodes et outils générant le moins de bruit et des niveaux sonores faibles doivent être choisis prioritairement

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles sont utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur d'au moins 5 dBA au seuil imposé par ledit arrêté.

Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise ou le groupement doit fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins.

Les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB (puissance acoustique) sont sélectionnés.

L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure, la durée de leur utilisation.

Les engins ne sont pas utilisés à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes.

Les engins hydrauliques sont préférés aux engins électriques, eux-mêmes préférés à leur équivalent pneumatique.

Les grues dont le moteur est placé en position basse sont préférées aux autres systèmes. La liaison avec le grutier se fait par liaison radio depuis le sol.

Planifier les tâches bruyantes pour minimiser leur impact sur le voisinage (horaires, durée, simultanéité...),

Respecter les tranches horaires suivantes : **8h – 12h et 14h – 18h00**.

Utiliser un branchement électrique opérationnel pour supprimer le recours à un groupe électrogène,

Sensibiliser les personnels du chantier aux nuisances sonores (**Annexe 2**),

Protéger les personnels grâce aux protections individuelles (protections auditives...).

7.4. Les rejets dans l'air

Le brûlage de matériaux est interdit sauf dans des cas réglementaires ou sanitaires bien spécifiques (bois contaminés par des insectes xylophages : termites...).

Une attention particulière sera apportée à l'approvisionnement en ciment des centrales à béton (étanchéité des raccords, filtre à particules sur les événements).

Humidifier les zones sensibles avant intervention pour éviter la production de poussières.

Proscrire les découpes de matériaux générant des éléments volatiles.

Utiliser un outillage muni de filtre à poussière.

Le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur.

Protéger les stockages éventuels de matériaux légers.

Humidification des voies de circulation et d'accès extérieures, lorsque cela est nécessaire, afin d'éviter la poussière. Ces voies sont nettoyées régulièrement afin de faciliter la circulation

Plus largement, il revient aux entreprises de sensibiliser leurs personnels aux méthodes de travail pour réduire les projections de poussières.

7.5. Les rejets dans l'eau, le sol et le sous-sol

Le nettoyage des véhicules sur chantier est interdit, sauf bien entendu sur aire de lavage aménagée par l'entreprise et équipée de dispositifs de traitements appropriés avant rejet dans le milieu naturel.

Mise en place d'aires de lavage des outils qui permettent de faire décanter les eaux avant de les rejeter dans le réseau. Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire est rejetée et le dépôt de béton extrait des cuves de décantation va dans la benne à gravats.

Utiliser obligatoirement les produits les moins toxiques tels que les huiles de décoffrage végétales et le désactivant bio pour béton.

Etiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots.

Les eaux usées sanitaires doivent obligatoirement être rejetées dans le réseau public, après accord de la collectivité.

Le stockage des produits gras, huiles, essences sera effectué sur bac de rétention étanche.
Pour parer aux fuites d'engins, organiser un auto contrôle hebdomadaire.
Stocker de la sciure sur le chantier pour absorption en cas d'écoulement accidentel et évacuer vers un lieu de traitement agréé.

7.6. Les nuisances visuelles

Tout chantier génère une modification de l'environnement visuel pour ses riverains.
Sans vouloir l'éviter, il faut au mieux l'intégrer.

- Maintenir la propreté du chantier et de ses abords,
- Stocker les matériaux et matériels uniquement sur les aires prévues à cet effet,
- Maintenir en bon état la clôture du chantier,
- Utiliser les places de stationnement prévues à cet effet,
- Nettoyer tout graffiti dès qu'il est constaté.

7.7. Maîtrise des ressources en eau et en énergie

Les entreprises s'engagent à réduire leur consommation d'eau et d'énergie notamment à travers des actions de sensibilisation des ouvriers.

Exemples de dispositions pour limiter les consommations de ces ressources :

- Couper l'eau pendant les phases de fermeture du chantier, la nuit et le week-end,
- Utilisation de bouton-poussoir pour les robinets,
- Détecteurs de présence
- Fermes portes
- Horloge de programmation pour l'éclairage, pour le chauffage
- Dispositifs de coupure générale d'eau, d'électricité
- Vérifier périodiquement les raccords.

Il revient au Maître d'œuvre d'exécution de faire régulièrement un relevé de ces deux compteurs et d'en reporter le résultat dans les comptes rendus de chantier.

7.8. Voies de circulation, stationnement, parking et livraison

Un plan général d'installation délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation sera établi par le lot gros œuvre, validé par le Maître d'œuvre et approuvé par le Coordonnateur Sécurité.

Le Maître d'œuvre d'exécution pourra faire évoluer ce plan en fonction de l'évolution des travaux.

7.8.1 Insertion du chantier dans le site

Lors de la préparation du chantier, le Maître d'œuvre d'exécution fera définir et délimiter les différentes zones du chantier :

- Accès au chantier
- Stationnements
- Cantonnements
- Aires de livraison et stockage des approvisionnements
- Aire de fabrication ou livraison du béton
- Aires de manœuvre des grues
- Aires de tri et stockage des déchets.

Une signalisation routière sera réalisée par l'entreprise responsable de l'installation du chantier sous le contrôle du coordonnateur SPS.

Les entreprises devront respecter les exigences réglementaires et administratives et adapter les accès chantier en conséquence.

Les entreprises veilleront à organiser au mieux l'approvisionnement du chantier et les enlèvements (horaires, itinéraires..) en concertation avec le coordonnateur SPS.

Les entreprises doivent entretenir et réviser les engins de chantier correctement (réglage CO2, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés) pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations et pouvant générer des émanations polluantes.

7.8.2 Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules du personnel devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance dans les rues voisines. Une réflexion sur l'acheminement du personnel sur le chantier devra être menée par les correspondants environnementaux des entreprises.

Il conviendra également d'ouvrir dès que possible à la circulation, le parc de stationnement en sous-sol.

7.8.3 Accès des véhicules de livraison et d'enlèvement

Le Coordonnateur SPS donnera des instructions en ce sens et un plan d'accès leur sera éventuellement remis.

Les entreprises communiqueront à leurs fournisseurs les contraintes liées au chantier.

Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

Les panneaux de circulation routière indiquent les accès livraison du chantier.

7.9. Protection des espaces naturels

Il revient à chaque intervenant sur le chantier de garantir la pérennité des éléments naturels existants.

Ainsi,

- En site naturel, en pleine terre, il est interdit de reboucher les tranchées avec des gravats.
- Protéger les troncs d'arbres si des engins doivent intervenir à proximité (planches, palissade...).
- Eviter la circulation des engins sous les arbres.
- Plus largement, protéger la végétation existante en prévoyant un dispositif de protection contre les agressions mécaniques.

En cas de pollution non maîtrisable et non traitable, les autorités locales doivent être informées dans les meilleurs délais.

7.10. Limiter la gêne des riverains

Les travaux les plus bruyants sont les travaux de démolition, de terrassement (manœuvre des engins de terrassement, manège des camions d'enlèvement) et de gros œuvre (flux de livraison de matériaux, toupies, machines à béton, décoffrage, etc.).

Le cas échéant il peut être mis en place, en accord avec les riverains, des périodes horaires permettant à des activités bruyantes de s'exercer. Tenir compte du voisinage (école, crèche, hôpital, clinique, maison de retraite, etc.) et de la réglementation locale en la matière. La période pourra, par exemple, être de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures les jours ouvrés de la semaine.

Pour les chantiers proches des habitations (à moins de 30 mètres), des mesures d'atténuation peuvent être mises en place comme par exemple :

- l'implantation des locaux du cantonnement afin de les utiliser comme écran ;
- l'implantation des bennes à déchets à éloigner des riverains ;
- la mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolement acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis.

7.11. Cantonnement

La gestion du cantonnement se fait dans des conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'intervention du personnel sont prises leur assurant également un niveau de confort suffisant.

Les cabinets d'aisance et les douches sont installés si possible en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalows. Les planchers des locaux sont étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes sont raccordées au système d'assainissement et doivent respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.

VIII - PÉNALITÉS

En cas de trouble constaté, les entreprises acceptent de prendre immédiatement et à leurs frais les actions correctives.

A défaut, dans un délai de 3 jours ouvrés à l'issue du retard, tant que l'action corrective n'aura pas été menée, des pénalités seront appliquées, telles que celles qui sont mentionnées ci-dessous :

- Dépôts sauvages ou enfouissement des déchets : 300 €/HT/jour
- Stockage de produits ou matériels en zone interdite : 100 €/HT/jour
- Matériel de chantier non conforme : 100 €/HT/jour
- Non-respect du plan de circulation : 100 €/HT/infraction
- Brûlage sur site : 500 €/HT/infraction
- Arbre blessé (tronc, racine, couronne) : 100 € par blessure
- Arbre mort : remplacement
- Pollutions telles que celles visées par l'article 7.5 : 100 €/HT/jour.

Cette présente liste n'est pas limitative.

De façon générale, le non-respect de l'une des prescriptions figurant dans la présente Charte autres que celles qui sont mentionnées à l'article 8 entraînera une pénalité minimale de 100 €/HT/jour.

Ces pénalités, décidées lors des réunions de chantier, seront consignées par le Maître d'œuvre sur les comptes rendus de chantier et les sommes correspondantes déduites des situations de travaux de l'Entreprise par le Maître d'ouvrage.

IX - BILAN TECHNIQUE DE FIN DE CHANTIER

Le Maître d’Ouvrage établira en fin de chantier un bilan afin de mesurer les efforts et dispositions environnementales mises en place.

Y seront notamment mentionnés :

- Le rappel des objectifs environnementaux du chantier.
- Le nom du responsable de programmes du Maître d’ouvrage.
- Les réclamations des riverains, leur traitement, les moyens d'information mis en œuvre.
- Les dispositions appliquées afin de réduire les nuisances.
- Les incidents ou accidents environnementaux intervenus pendant le chantier, ainsi que le traitement des non-conformités (**annexe 3**).
- Les résultats détaillés sur les différents types de déchets et le bilan de leur gestion (récupération, traitement, évacuation).
- Les éléments mis en place afin de maîtriser les ressources en eau et en énergie.

X - SIGNATURES

La Charte Chantier à Faibles Nuisances fait partie des pièces contractuelles remises à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

ANNEXE 1 : NOTE SYNTHETIQUE D'INFORMATION

FICHE DE SYNTHESE

Les objectifs

- Limiter les risques et les nuisances de tous ordres,
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- Gérer une meilleure collecte des déchets,
- Gérer un meilleur tri pour faciliter le recyclage,
- Economiser les consommations de matériaux et d'énergie.

Gérer

- 1) L'information des riverains,
- 2) Les déchets,
- 3) Le bruit,
- 4) La propreté du chantier et de ses accès,
- 5) L'impact visuel,
- 6) Le trafic des véhicules.

Les obligations

- Veiller à l'état de propreté du chantier et de ses abords,
- Limiter les nuisances causées aux riverains (bruit...),
- Respecter les règles de sécurité,
- Protéger les espaces naturels (arbres...),
- Utiliser les bennes mises en place,
- Respecter le plan d'accès et de circulation à l'intérieur du chantier,
- Informer le Responsable du Respect de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances de toutes les non-conformités constatées.

ANNEXE 2 : NOTE A AFFICHER SUR LE CHANTIER

INFORMATION SUR LES NUISANCES SONORES

La sensibilisation du personnel de chantier porte à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui comme par rapport aux risques encourus pour leur propre confort et santé.

Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles.

Entre 90 dB et la valeur limite de 120 dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé.

Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs.

Les intervenants sur le chantier exposés à des émissions sonores doivent être informés et formés conformément à l'article R.232-8-5 du Code du travail.

Le personnel de chantier est sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et doit prendre en compte les exigences du voisinage (écoles, crèches, hôpital, etc.).

ANNEXE 3 : FICHE DE NON CONFORMITÉ

Opération :	Non-conformité relevée par :
Maître d'ouvrage :	Nom :
	Prénom :
	Société :
	Téléphone :
Maître d'œuvre :	Date :
	Visa :

Indiquez la nature de la non-conformité et ses conséquences :

Fiche reçue par le Responsable du Respect de la Charte de Chantier à Faibles Nuisances	Nom :	Visa :
	Date :	

Mesure(s) corrective(s) mise(s) en œuvre pour éviter cette non-conformité	Constat de mise en place	
	Nom :	Visa :
	Date :	

Mesure(s) préventive(s) mise(s) en œuvre pour éviter cette non-conformité	Constat de mise en place	
	Nom :	Visa :
	Date :	

Evaluation des mesures mises en œuvre			
Mesure(s) corrective(s) :	Mesure(s) préventive(s) :	Nom :	Visa :
<input type="checkbox"/> Efficace	<input type="checkbox"/> Efficace	Date :	
<input type="checkbox"/> Peu efficace	<input type="checkbox"/> Peu efficace		
<input type="checkbox"/> Pas du tout efficace	<input type="checkbox"/> Pas du tout efficace		

	Date :	

ANNEXE 4 : PANNEAU D'INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER

CHANTIER A FAIBLES NUISANCES (A afficher sur le chantier)

Toutes les personnes intervenant sur le chantier s'engagent à respecter les objectifs de la « Charte Chantier à Faibles Nuisances ».

Respecter le plan d'accès et de circulation à l'intérieur du chantier

Veiller à l'état de propreté du chantier et de ses abords

Limiter les nuisances causées aux riverains du chantier

1. Eviter les cris et tous bruits intempestifs
2. Limiter les poussières : humidifier (avec modération) les sols avant balayage
3. Interdiction de faire du feu sur le chantier et de brûler des déchets.

Respecter les normes de sécurité

4. Port des équipements de protections individuelles adéquats, limitation des travaux bruyants.

Protéger les espaces naturels

5. Attention aux arbres existants

Respect du tri des déchets

	Gros œuvre	Second œuvre
4 bennes	DND	DND
	Ferraille	Placoplatre
	Bois	Bois
	Cartons ou gravats	Cartons / films plastiques
2 fûts	Aérosols	Aérosols
	Emballages souillés	Emballages souillés

En cas de doute sur la destination d'un déchet, interrogez le Correspondant Environnemental de votre entreprise.